

# INSTRUCTION

N° 97-012-B3 du 3 février 1997

NOR : BUD R 97 00012 J

Texte publié au BOCP

## CERTIFICAT DE CESSATION DE PAIEMENT

### ANALYSE

Recouvrement des retenues rétroactives pour validation de services auxiliaires restant dues au jour de la concession de la pension

Date d'application : 01/04/1997

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; VALIDATION DE SERVICE ;  
CERTIFICAT ; CESSATION DE PAIEMENT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 73-45-B3 du 20 mars 1973

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

### DIFFUSION

CS 3

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction C - Bureau C3*

Conformément à l'article D4 du code des pensions civiles et militaires de retraite, lorsqu'un fonctionnaire est débiteur envers l'Etat de retenues rétroactives pour validation de services auxiliaires, les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension, sont précomptées sur les arrérages de la retraite, dans la limite du cinquième de leur montant.

C'est à l'occasion des opérations préalables à la mise en paiement que le comptable assignataire de la pension, chargé de poursuivre pour le compte du comptable assignataire du titre de perception le recouvrement des retenues rétroactives, doit tenir compte du reste à recouvrer.

Seul le comptable assignataire du dernier traitement connaît les coordonnées du comptable assignataire du titre de perception ainsi que les références de celui-ci et le montant du reste à recouvrer. Aussi, dans un souci d'améliorer la procédure de contrôle, il a été décidé de lui faire compléter le certificat de cessation de paiement, adressé par le pensionné pour la mise en paiement de sa retraite.

Pour ce faire, lorsqu'un titre de perception pour validation de services auxiliaires n'est pas soldé lors de la mise à la retraite du débiteur, le numéro du titre ainsi que les coordonnées du comptable assignataire seront dorénavant portés sur le certificat de cessation de paiement, conformément au modèle joint en annexe 1.

Ces mentions seront gérées informatiquement.

Si aucun titre pour validation de services auxiliaires n'est présent, les lignes relatives à ces retenues n'apparaîtront pas sur le certificat de cessation de paiement.

Les dispositions de la présente instruction prendront effet à compter du 1er avril 1997.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

## ANNEXE : Certificat de cessation de paiement

Le Trésorier-Payeur général certifie que

M. \_\_\_\_\_  
grade : \_\_\_\_\_ qui est rayé des cadres, a perçu :

- sa rémunération d'activité jusqu'au \_\_\_\_\_ inclus,
- les prestations familiales jusqu'au \_\_\_\_\_ inclus (1).

Aucun paiement de ces émoluments ne sera plus effectué au titre des périodes postérieures aux dates indiquées ci-dessus.

Le présent certificat est délivré pour permettre la mise en paiement de la pension de retraite à laquelle est susceptible de prétendre l'intéressé. Il devra être adressé, en original, au comptable supérieur assignataire de la dite pension lorsque la demande en sera faite par ce dernier.

Une retenue n° \_\_\_\_\_ pour validation de services auxiliaires est assignée sur la caisse du comptable assignataire désigné ci-après :

\_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_, le  
*Signature du Trésorier-Payeur général,*

) Si les prestations familiales n'étaient pas servies, compléter par la mention Sans objet.

\_\_\_\_\_